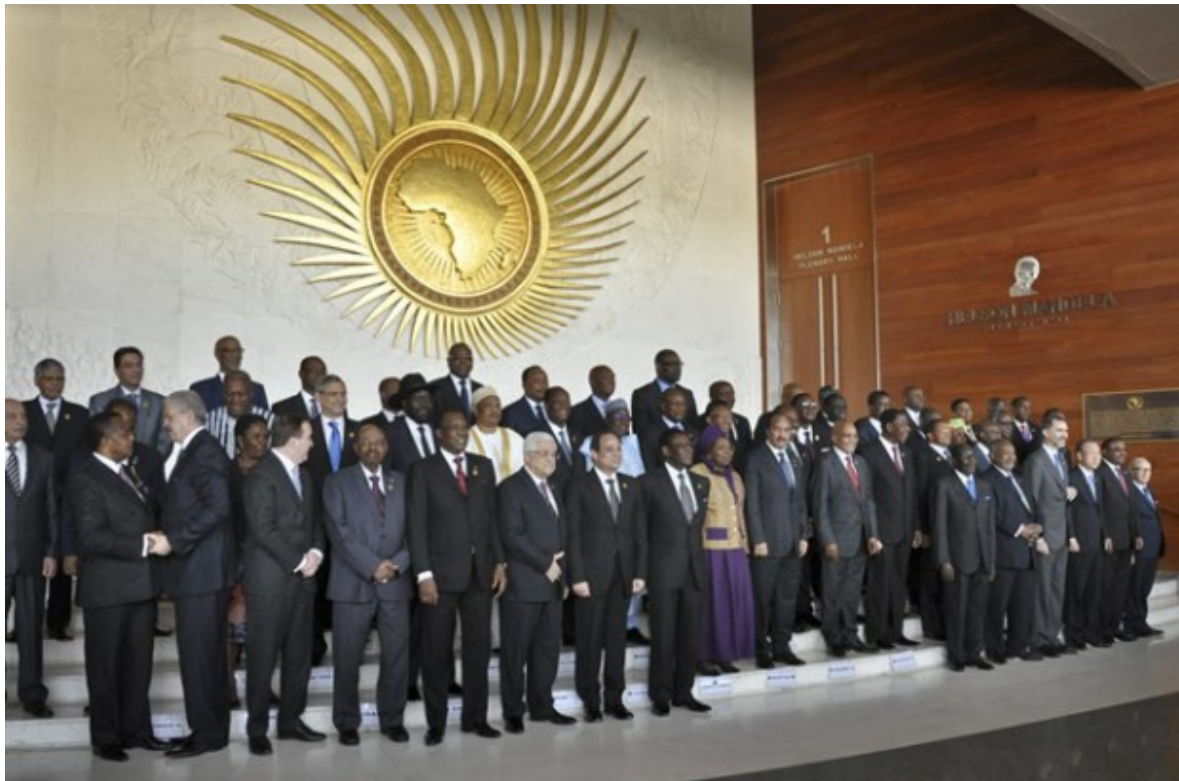


Mugabe à la présidence de l'Union africaine

30 janvier 2015 | 11:03 - Par Rédaction The Associated Press et journalmetro.com/monde/



Elias Asmare Elias Asmare / The Associated Press

ADDIS ABEBA, Éthiopie – Les leaders africains ont nommé vendredi le président zimbabwéen Robert Mugabe à la tête de l'Union africaine.

L'homme de 90 ans, qui gouverne son pays depuis 1980, succède au président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz.

L'annonce a été faite pendant un sommet de deux jours au siège du bloc de 54 pays à Addis Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

M. Mugabe a dit vouloir profiter de sa présidence pour attirer l'attention sur les infrastructures, les changements climatiques et l'agriculture.

L'économie du Zimbabwe, si elle était autrefois prospère, périclité depuis que le régime de M. Mugabe a commencé à saisir les fermes de cultivateurs blancs en 2000.

Plusieurs accusent aussi M. Mugabe de crimes contre les droits de la personne.

L'analyste Piers Pigou a déclaré que la nomination de M. Mugabe à la présidence de l'Union africaine envoie un message négatif de solidarité de la part de leaders qui ont mal gouverné leurs pays respectifs.

Mugabe à la tête de l'Union africaine

Par Karim LEBHOUR, Tristan MCCONNELL | Agence France-Presse – 30 janvier 2015

Les islamistes nigériens de Boko Haram menacent la sécurité et le développement de toute l'Afrique, qui doit apporter "une réponse collective" et "décisive", a estimé vendredi Nkosazana Dlamini-Zuma, la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba.

Le sommet des chefs d'Etat de l'organisation panafricaine, qui se tient vendredi et samedi dans la capitale éthiopienne, a par ailleurs désigné vendredi à la présidence tournante de l'UA le président zimbabwéen Robert Mugabe, bientôt 91 ans.

"Le terrorisme, en particulier la brutalité de Boko Haram contre nos populations, est une menace à notre sécurité collective et à notre développement. Elle s'est désormais propagée à la région au-delà du Nigeria et nécessite une réponse collective, efficace et décisive", a déclaré Mme Dlamini-Zuma en ouvrant le sommet.

"Boko Haram (...) représente un danger pour la paix et la sécurité nationale (au Nigeria), régionale et internationale", a abondé le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à la tribune.

Dans la nuit, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA a appelé à la création d'une force militaire régionale de 7.500 hommes pour contrer Boko Haram, dont l'avancée au Nigeria - le groupe armé s'est emparé de territoires entiers du nord-est du pays - et les incursions au Cameroun inquiètent les pays voisins. L'insurrection a fait plus de 13.000 morts depuis 2009.

Nigeria, Cameroun, Niger, Tchad et Bénin avaient déjà convenu fin 2014 d'établir une force de 3.000 hommes. Celle-ci n'est toujours pas opérationnelle du fait de dissensions entre Abuja et ses voisins.

La chef de l'exécutif de l'UA a aussi rappelé les autres conflits ravageant le continent: Somalie, Mali, Libye, Soudan du Sud et République démocratique du Congo, où l'armée a lancé jeudi une offensive contre des rebelles rwandais enracinés depuis 20 ans dans l'Est.

Un sommet de l'Igad, l'organisation intergouvernementale est-africaine, est prévu samedi pour tenter d'arracher un accord entre le président sud-soudanais Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar, dont la rivalité a plongé depuis décembre 2013 la plus jeune nation du monde dans une sanglante guerre civile. Les deux hommes se sont rencontrés mercredi et jeudi à Addis, sans progrès.

- Mauvais signal -

Autre sujet brûlant, Ban Ki-moon a appelé les dirigeants africains à "ne pas s'accrocher au pouvoir" et à "quitter leurs fonctions à l'issue de leur mandat".

"Les changements de Constitution non démocratiques et les vides juridiques ne devraient pas être utilisés pour s'accrocher au pouvoir", a-t-il expliqué, trois mois après la chute du président burkinabè Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans au pouvoir parce qu'il tentait de modifier la Constitution pour briguer un nouveau mandat.

"Les dirigeants modernes ne peuvent se permettre d'ignorer les vœux et aspirations de ceux qu'ils représentent", a poursuivi M. Ban.

En ce sens, la désignation à la tête de l'UA de l'autocrate Robert Mugabe, au pouvoir depuis l'indépendance de son pays en 1980, est un mauvais signal envoyé par l'organisation sur les valeurs de démocratie et de gouvernance qu'elle prétend défendre, selon des observateurs. M. Mugabe est accusé par ses adversaires de s'être maintenu à la tête de l'Etat par l'intimidation et la violence contre ses opposants et des scrutins frauduleux.

En République démocratique du Congo (RDC), le pouvoir a dû retirer mi-janvier, après quatre jours de violences meurtrières, une disposition litigieuse d'une loi électorale qui aurait entraîné un report de la présidentielle et permis au président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir à l'expiration de son mandat.

Au Burundi, une tentative de lever la limitation constitutionnelle du nombre de mandats a échoué en mars 2014, mais les partisans du président burundais Pierre Nkurunziza estiment que la Constitution actuelle l'autorise à en briguer un nouveau, comme la volonté lui en est prêtée, ce que réfutent ses opposants.

D'autres chefs d'Etat (Rwanda, Togo, Congo-Brazzaville) sont soupçonnés de vouloir modifier leurs Constitutions pour rester au pouvoir.

Une quinzaine de scrutins présidentiels et législatifs sont prévus en Afrique en 2015. Les dirigeants rassemblés vendredi et samedi devraient tenter de prévenir les violences électorales redoutées en Egypte, au Burundi ou en Centrafrique.

Ils se pencheront aussi sur le rétablissement économique des pays touchés par le virus Ebola. L'épidémie, qui a fait environ 9.000 morts en un an (essentiellement au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone), a ralenti mais n'est pas encore "endiguée", selon l'ONU.

A l'ordre du jour figure également la question du financement de l'UA, largement assuré par ses partenaires occidentaux. L'organisation a d'ores et déjà demandé à l'ONU de financer la force régionale anti-Boko Haram.

Robert Mugabe, nouveau président de l'Union Africaine

vendredi 30 janvier 2015 / par Kardiadou Traoré -.afrik.com



Le Président du Zimbabwe Robert Mugabe a été désigné ce vendredi, nouveau président en exercice de l'Union Africaine durant un an.

Durant le sommet de l'Union Africaine qui a débuté ce vendredi à Addis Abeba en Ethiopie, une passation de pouvoir a eu lieu entre le Président de la Mauritanie Mohamed Ould Abdel Aziz et le Président du Zimbabwe Robert Mugabe à la tête de l'institution africaine. Ce dernier prend donc la tête de la présidence de l'Union africaine pour une année. Agé de 91 ans, sa nomination inquiète les observateurs internationaux.

A l'ouverture du 24ème sommet de l'Union africaine, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a sommé les dirigeants africains à « ne pas s'accrocher au pouvoir » ainsi qu'à « quitter leurs fonctions à l'issue de leur mandat ». Robert Mugabe à la tête du Zimbabwe depuis 34 ans, a fait voter à la suite des élections de 2013, une nouvelle Constitution qui lui permet de rester au pouvoir jusqu'à 99 ans. Sa nomination à la tête de l'institution africaine risque de faire tâche auprès des observateurs internationaux.

En effet, selon les observateurs, notamment au vue des déclarations de Ban Ki-moon, la désignation à la tête de l'institution africaine de Robert Mugabe, « est un mauvais signal envoyé par l'organisation sur les valeurs de la démocratie et de gouvernance qu'elle entend prétendre ».